**L’élaboration des moyens que met en œuvre un gouvernement représenté par son garde des sceaux et relayé par les parquets des juridictions au Cameroun, s’inscrit dans la suite des réactions que peuvent avoir les différents acteurs intervenant dans la chaine judiciaire au Cameroun. Elle intervient au moment où le phénomène de surpopulation carcéral, d’utilisation de la main d’œuvre pénale, de sous-alimentation des détenus d’insuffisance de centres pénitentiaire, d’application des peines alternatives ou accessoires se trouvent être des épines dans la chaussure du fonctionnement de la Justice. Elle vise à fournir d’autres pistes de répression au gouvernement Camerounais, pour lutter contre les actions des contrevenants ou du moins, apporter des pistes préventives, encourager la réinsertion des contrevenants, l’utilisation à bon éssian des multiples capacités humaines et techniques qui sont embrigader pendant de longs jours.**

L’intervention du droit pénal dans toutes les branches juridiques, se trouve peut-être un peu trop appliqué. Même si c’est pour mieux réguler la société, ou pour renforcer certains domaines et obligations particulières, il faut aussi penser à harmoniser la régulation sociale au système répressif dans son application en fonction des réalités. Car si ces chiffres sur les effectifs sont galopants au jour le jour, certaines autres dispositions des instruments et mécanismes tels que les mesures de sureté, les peines accessoires et autres nécessitent d’être promus pour l'équilibre entre l'efficacité de ces mesures et les effets pervers causés par elles, en particulier les atteintes aux droits et libertés fondamentaux des citoyens.

la mise en place d’un référentiel des sanctions pénales stratifiées par lequel le corps social entend organiser les réponses à la question pénale, dans le but d’élaborer une  stratégie à la fois juridique préventive et socialerépressive, afin de répondre pertinemment dans le respect des droits de l'homme, avec l’application des peines accessoires et mesures de sureté, des sursis dans des circonstances exceptionnelles et atténuantes prévus dans le code pénal et son code de procédure, afin de maintenir l'ordre social, d’endiguer et d’empêcher la criminalité dans toute la mesure du possible de naître ou tout au moins de se développer. Car une justice pénale efficace, ne saurait être automatiquement faite essentiellement que de répressions, mais elle doit aussi se situer dans la perspective d’un rôle préventif, suffisamment structuré de façon à prendre à témoin, le corps social et le coupable lui-même, avant l’application de la peine exceptionnelle (privative de liberté), ceci pour contribuer à l’empêchement des infractions futures de la part du coupable et de tous ceux qui seraient tentés de suivre son exemple.

Le fait que l’Etat ait pour mission d’assurer l’ordre public et la sécurité des citoyens vient de fait le déposséder du rôle de vengeur, même si c’est lui qui a le monopole de la vengeance, l’Etat sera-t-il alors violent vis-à-vis de ses propres citoyens sans avoir au préalable mieux cerner les contours entourant les mobiles d’une infractions, encore que jusqu’ici, la présomption d’innocence devrait être respectée. Comment comprendre alors que le non-respect de la réparation des bavures de l’état ne soit pas réparé

Et en ce moment-là, une solution immergerait par exemple. l’élaboration d’une politique pénale anti criminelle puisqu’il s’agit d’elle ; considérée comme la maitrise des principes au moyen desquels, le gouvernement et la société civile organisent les sanctions pénales visant à la mise en place des mesures pénales préventives (éducation, insertion, dissuasion, emploi, etc.) et des mesures sociales répressives (application des mesures de sureté et des peines alternatives stratifiés avant emprisonnement, etc.). Elle peut mener à une réduction du taux de surpopulation carcérale par extension à la réduction de l’application exclusive de la peine privative de liberté.

**La raison d’être de ce document apparait comme une nécessité lors qu’on sait, que s’il est vrai que l’action répressive se trouve dépassée pour une certaine qualité de citoyens privés de leur liberté, en priorité ceux devant bénéficiant de la présomption d’innocence ou qu’il est possible qu’en fonction du mobil de l’infraction, à l’inverse de cette répression, autres actions soient entreprises à l’effet de, soit prévenir par l’éducation, soit d’enseigner par le répression.**

La politique criminelle a pour ambitions d'assurer un contrôle suffisant de la criminalité pour que les lois soient respectées par la plupart des citoyens, et que la délinquance ne dépasse pas le seuil tolérable par le corps social.

Questionnaire pour l’élaboration de la politique pénale anti criminelle

**De l'application de la loi pénale**

1. **la loi pénale devrait-elle vraiment s’imposer à tous les citoyens ?( en 5 lignes)**

Si oui pourquoi ?

A quel moment ?

En quelle matière ?

Si non pourquoi ?

A quel moment ?

En quelle matière ?

Autres ?

1. **quels sont les différentes responsabilités qui doivent être établies par les acteurs principaux de la chaine judiciaire ?**

Le gouvernement**( en 5 lignes)**

Les parquets **( en 5 lignes)**

Les officiers de police judiciaire**( en 5 lignes)**

Les gardes prisonniers**( en 5 lignes)**

Autres ?

1. **application des peines**

Quelles peines doivent appliquer les autorités judiciaires en matières civiles ?

Quelles peines devraient appliquer les autorités judiciaires en matières criminelles ou correctionnelles? **(en 5 lignes)**

Quelles peines devraientêtre appliquéespar les autorités judiciaires en matières traditionnelles ? **(en 5 lignes)**

Quelles peines devraientêtre appliquéesparles autorités judiciairesen matières commerciales ? **( en 5 lignes)**

Quelles peines devraientêtre appliquéespar les autorités judiciairesen matières pénales ? **( en 5 lignes)**

Quelles peines devraientêtre appliquéespar les autorités judiciairesen matières politiques ? **( en 5 lignes)**

Quelles peines devraientêtre appliquéespar les autorités judiciairesen matières familiales ? **( en 5 lignes)**

Autres ?

1. **application des mesures**

Quelles mesures devraientêtre appliquéespar les autorités judiciairesen matières criminelles ou correctionnelles?**( en 5 lignes)**

Quelles mesures devraientêtre appliquéespar les autorités judiciairesen matières pénales ?**( en 5 lignes)**

Quelles mesures devraientêtre appliquéespar les autorités judiciairesen matières commerciales ?**( en 5 lignes)**

Quelles mesures devraientêtre appliquéespar les autorités judiciairesen matières traditionnelles ?**( en 5 lignes)**

Quelles mesures devraientêtre appliquéespar les autorités judiciairesen matières politiques ?**( en 5 lignes)**

Quelles mesures devraientêtre appliquéespar les autorités judiciairesen matières familiale ?**( en 5 lignes)**

Autres ?

1. **dans quels cas peut-on appliquer les circonstances atténuantes ?**

Quelles circonstances atténuantes devraientêtre appliquéespar les autorités judiciairesen matières criminelles ou correctionnelles ? **( en 5 lignes)**

Quelles circonstances atténuantesdevraientêtre appliquéespar les autorités judiciaires en matières pénales ?**( en 5 lignes)**

Quelles circonstances atténuantesdevraientêtre appliquéespar les autorités judiciaires en matières commerciales ?**( en 5 lignes)**

Quelles circonstances atténuantesdevraientêtre appliquéespar les autorités judiciaires en matières traditionnelles ?**( en 5 lignes)**

Quelles circonstances atténuantes devraientêtre appliquéespar les autorités judiciaires en matières politiques ?**( en 5 lignes)**

Quelles circonstances atténuantes devraientêtre appliquéespar les autorités judiciaires en matières familiales ?**( en 5 lignes)**

Autres ?

1. **réparations des tords et préjudices à la partie civile**

Que devraient faire les autorités judiciairespour la réparation des tords et préjudices causés à la partie civile en matières civiles ?**( en 5 lignes)**

Que devraient faire les autorités judiciaires pour la réparation des tords et préjudices causés à la partie civile en matières criminelles ou correctionnelles?**( en 5 lignes)**

Que devraient faire les autorités judiciaires pour la réparation des tords et préjudices causés à la partie civile en matières pénales ?**( en 5 lignes)**

Que devraient faire les autorités judiciaires pour la réparation des tords et préjudices causés à la partie civile en matières traditionnelles ?**( en 5 lignes)**

Que devraient faire les autorités judiciaires pour la réparation des tords et préjudices causés à la partie civile en matières commerciales ?**( en 5 lignes)**

Que devraient faire les autorités judiciaires pour la réparation des tords et préjudices causés à la partie civile en matières politiques ?**( en 5 lignes)**

Que devraient faire les autorités judiciaires pour la réparation des tords et préjudices causés à la partie civile en matières familiales ?**( en 5 lignes)**

Autres ?

1. **réparations des tords et préjudices au présumé coupable**

Que devraient faire les autorités judiciaires pour la réparation des tords et préjudices causés au présumé coupable en matières civiles ?**( en 5 lignes)**

Que devraient faire les autorités judiciaires pour la réparation des tords et préjudices causés au présumé coupable en matières criminelles ou correctionnelles ?**( en 5 lignes)**

Que devraient faire les autorités judiciaires pour la réparation des tords et préjudices causés au présumé coupable en matières pénales ?**( en 5 lignes)**

Que devraient faire les autorités judiciaires pour la réparation des tords et préjudices causés au présumé coupable en matières traditionnelles ?**( en 5 lignes)**

Que devrait-on faire pour la réparation des tords et préjudices causés au présumé coupable en matières commerciales ?**( en 5 lignes)**

Que devraient faire les autorités judiciaires pour la réparation des tords et préjudices causés au présumé coupable en matières politiques ?**( en 5 lignes)**

 Que devrait faire les autorités judiciaires pour la réparation des tords et préjudices causés au présumé coupable en matières familiales ? **( en 5 lignes)**

Autres ?

1. **selon vous, où se trouvent les faiblesses aux divers stades de l'intervention pénale (justifiez vos réponses) ?**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Légal ? | Administratif ? | Application ? | Pénal ? |
| Poursuite ? | Sanction ? | Exécution de la peine ? |  |

1. Quelles sont ces faiblesses ?**( en 5 lignes)**

Autres ?

1. **que** devraient **faire** les autorités judiciaires**pour assumer l'ensemble des tâches de protection sociale pour le traitement des infractions  civiles ?**

Des prévenus?

Des mineurs,

Des condamnés ?

Des femmes ?

Des personnes de plus de 60 ans ?

Des personnes en situation de handicapes ?

Autres ?

1. **que** devraient **faire** les autorités judiciaires**pour assumer l'ensemble des tâches de protection sociale pour le traitement des infractions  commerciales ?**

Des prévenus?

Des mineurs,

Des condamnés ?

Des femmes ?

Des personnes de plus de 60 ans ?

Des personnes en situation de handicapes ?

Autres ?

1. **que** devraient **faire** les autorités judiciaires**pour assumer l'ensemble des tâches de protection sociale pour le traitement des infractions  pénales ?**

Des prévenus?

Des mineurs,

Des condamnés ?

Des femmes ?

Des personnes de plus de 60 ans ?

Des personnes en situation de handicapes ?

Autres ?

1. **que** devraient **faire** les autorités judiciaires**pour assumer l'ensemble des tâches de protection sociale pour le traitement des infractions  criminelles ?**

Des prévenus?

Des mineurs,

Des condamnés ?

Des femmes ?

Des personnes de plus de 60 ans ?

Des personnes en situation de handicapes ?

Autres ?

1. **que** devraient **faire** les autorités judiciaires**pour assumer l'ensemble des tâches de protection sociale pour le traitement des infractions  traditionnelles ?**

Des prévenus?

Des mineurs,

Des condamnés ?

Des femmes ?

Des personnes de plus de 60 ans ?

Des personnes en situation de handicapes ?

Autres ?

1. **que** devraient **faire** les autorités judiciaires**pour assumer l'ensemble des tâches de protection sociale pour le traitement des infractions  politiques ?**

Des prévenus?

Des mineurs,

Des condamnés ?

Des femmes ?

Des personnes de plus de 60 ans ?

Des personnes en situation de handicapes ?

Autres ?

1. **que** devraient **faire** les autorités judiciaires**pour donner une valeur aux peines ?**

Des prévenus?

Des mineurs,

Des condamnés ?

Des femmes ?

Des personnes de plus de 60 ans ?

Des personnes en situation de handicapes ?

Autres ?

1. **Dans quels cas devraient s’appliquer le payement des cautions ?**

À quel stade de la procédure devrait s’appliquer le payement des cautions en matière des infractions  politiques ?**( en 5 lignes)**

À quel stade de la procédure devrait s’appliquer le payement des cautions en matière des infractions  économiques ?**( en 5 lignes)**

À quel stade de la procédure devrait s’appliquer le payement des cautions en matière des infractions  civiles ?**(en 5 lignes)**

À quel stade de la procédure devrait s’appliquer le payement des cautions en matière des infractions  traditionnelles ?**(en 5 lignes)**

À quel stade de la procédure devrait s’appliquer le payement des cautions en matière des infractions  criminelles ou correctionnelles?**(en 5 lignes)**

À quel stade de la procédure devrait s’appliquer le payement des cautions en matière des infractions  pénales ?**(en 5 lignes)**

Autres ?

1. les autorités judiciairesdevraient**-elles faire appliquer la loi pénale à ses citoyens sur les infractions commises hors de son territoire ?**

Si oui pourquoi et quelles matières ?

Si non pourquoi et en quelles matières ?

Autres ?

1. les autorités judiciairesdevraient**-ellesgarder le silence face à un délit commis à l’étranger par un citoyen contre un particulier ?**

Si oui pourquoi et quelles matières ?

Si non pourquoi et en quelles matières ?

Autres ?

1. **que** devraient **faire** les autorités judiciaires**face aux infractions commis par les citoyens étrangers sur son territoire ?**

En matières familiales ?

En matières criminelles ou correctionnelles ?

En matières civiles ?

En matières économiques ?

En matières politiques ?

Autres ?

1. **y a-t-il des peines applicables graduellement que la loi pénale de la république attache aux infractions ?**

Si oui lesquelles ?

Sont-elles appliquées ?

En quelles matières ?

Si non lesquelles ?

Devraient-elles être appliquées ?

Autres ?

1. **y a-t-il des mesures de suretés applicables graduellement que la loi pénale de la république attache aux infractions ?**

Si oui lesquelles ?

Si non lesquelles ?

Sont-elles appliquées ?

En quelles matières ?

Devraient-elles être appliquées ?

Autres ?

1. **y a-t-il des circonstances atténuantes  applicables graduellement que la loi pénale de la république attache aux infractions ?**

Si oui lesquelles ?

Si non lesquelles ?

Sont-elles appliquées ?

En quelles matières ?

Devraient-elles être appliquées ?

Autres ?

1. **y a-t-il des mesures d’assistance  applicables graduellement que la loi pénale de la république attache aux infractions ?**

Si oui lesquelles ?

Si non lesquelles ?

Sont-elles appliquées ?

En quelles matières ?

Devraient-elles être appliquées ?

Autres ?

1. **y a-t-il des sursis applicables graduellement que la loi pénale de la république attache aux infractions ?**

Si oui lesquels ?

Si non lesquels ?

Sont-ils appliqués ?

En quelles matières ?

Devraient-ils être appliqués ?

Autres ?

1. **y a-t-il des peines applicables graduellement que la loi pénale de la république attache aux infractions commis à l’étranger ?**

Si oui lesquelles ?

Si non lesquelles ?

Sont-elles appliquées ?

Devraient-elles être appliquées ?

En quelles matières ?

Autres ?

1. **y a-t-il des mesures de suretés applicables graduellement que la loi pénale de la république attache aux infractions commis à l’étranger ?**

Si oui lesquelles ?

Si non lesquelles ?

Sont-elles appliquées ?

Devraient-elles être appliquées ?

En quelles matières ?

Autres ?

1. **y a-t-il des circonstances atténuantes  applicables graduellement que la loi pénale de la république attache aux infractions commis à l’étranger ?**

Si oui lesquelles ?

Si non lesquelles ?

Sont-elles appliquées ?

Devraient-elles être appliquées ?

En quelles matières ?

Autres ?

1. **y a-t-il des mesures d’assistance  applicables graduellement que la loi pénale de la république attache aux infractions commis à l’étranger ?**

Si oui lesquelles ?

Si non lesquelles ?

Sont-elles appliquées ?

Devraient-elles être appliquées ?

En quelles matières ?

Autres ?

1. **y a-t-il des sursis  applicables graduellement que la loi pénale de la république attache aux infractions commis à l’étranger ?**

Si oui lesquels ?

Si non lesquels ?

Sont-ils appliqués ?

Devraient-ils être appliqués ?

En quelles matières ?

Autres ?

1. **selon vous comment devrait se stratifier les peines ?(en 5 lignes)**
2. **selon vous comment devrait se stratifier les mesures de sureté ?(en 5 lignes)**
3. **selon vous comment devrait se stratifier les mesures d’assistance ?(en 5 lignes)**
4. **selon vous comment devrait se stratifier les circonstances atténuantes ?(en 5 lignes)**
5. **selon vous comment devrait se stratifier les sursis ?(en 5 lignes)**
6. **avez-vous d’autres peines que vous proposez ?(en 5 lignes)**
7. **comment devraient-elles s’appliquer ?(en 5 lignes)**
8. **avez-vous d’autres mesures de sureté que vous proposez ?(en 5 lignes)**
9. **comment devraient-elles s’appliquer ?(en 5 lignes)**
10. **avez-vous d’autres mesures d’assistance ?(en 5 lignes)**
11. **comment devraient-elles s’appliquer ?(en 5 lignes)**
12. **avez-vous d’autres circonstances atténuantes ?(en 5 lignes)**
13. **comment devraient-elles s’appliquer ?(en 5 lignes)**
14. **avez-vous d’autres sursis ?(en 5 lignes)**
15. **comment devraient-ils s’appliquer ?(en 5 lignes)**
16. les autorités judiciairesdevraient**-elles emprisonner un citoyen pour un délit ?(en 5 lignes)**

Si oui pourquoi ?

Si non pourquoi ?

En quelle matière ?

Autres ?

1. les autorités judiciairesdevraient**-elles emprisonner un citoyen pour une contravention ?(en 5 lignes)**

Si oui lesquelles ?

Si non pourquoi ?

Autres ?

1. **à partir de quel moment** les autorités judiciairesdevraient**-ellesqualifier une infraction en crime ?(en 5 lignes)**
2. **à partir de quel moment** les autorités judiciairesdevraient**-ellesqualifier une infraction en délit** ?**(en 5 lignes)**
3. **à partir de quel moment** les autorités judiciairesdevraient**-ellesqualifier une infraction en contravention ?(en 5 lignes)**
4. **à partir de quel moment** les autorités judiciairesdevraient**-elles priver un citoyen de liberté ? (en 5 lignes)**
5. **à partir de quel moment** les autorités judiciairesdevraient**-ellesfaire bénéficier des mesures de suretés aux citoyens ?(en 5 lignes)**
6. **à partir de quel moment** les autorités judiciairesdevraient**-ellesfaire bénéficier les circonstances atténuantes aux citoyens ?(en 5 lignes)**
7. **à partir de quel moment** les autorités judiciairesdevraient**-ellesfaire bénéficier les mesures d’assistance aux citoyens ?(en 5 lignes)**
8. **à partir de quel moment** les autorités judiciairesdevraient**-ellesastreindre le travail à un citoyen ? (en 5 lignes)**
9. **à l’exception du travail portant sur le pécule, existe-t-il un autre travail que** les autorités judiciairesdevraient**-accepter que le détenus effectuent?(en 5 lignes)**

Lequel ?

Comment doit-il être organisé ?

Comment doit-il fonctionner ?

Existe –il le décret portant sur gestion des pécules ?

Lequel ?

1. **Quelles autres activités devraient mener des citoyens privés de liberté conduits dans les prisons de production ?(en 5 lignes)**
2. **Comment devraient se passer les rapports entre détenus et leurs employeurs ?(en 5 lignes)**
3. **Combien de fois un détenu devrait manger par jour ?**
4. **Quel est le montant de cette ration par jour ?**
5. **Comment être en mesure de couvrir cette ration alimentaire sans attendre l’argent du contribuable ?(en 5 lignes)**
6. **un citoyen exerçant une fonction devrait-il être privé de liberté ?(en 5 lignes)**
7. **que devrait faire le gouvernement pour palier au problème de longue détention préventive ?(en 5 lignes)**
8. **comment devrait se passer la conversion des infractions en jours des peines privatives /ou existe-t-il un tableau de conversion des infractions en jours des peines privatives ?(en 5 lignes)**

Commentcela **devrait-**il être organisé ?

Commentcela **devrait-il** fonctionner ?

1. **comment devrait se passer la conversion des infractions en déchéances ?(en 5 lignes)**

Comment**devrait-**elle être organisée ?

Comment**devrait-**elle fonctionner ?

1. **Comment devrait se passer la conversion des peines en jours amendes ?(en 5 lignes)**
2. **A quel montant devrait se chiffre ces amendes ? Proposer un tableau de conversion(en 5 lignes)**
3. **ou existe-t-il un tableau de conversion des infractions en déchéances ?(en 5 lignes)**

Comment cela **devrait-**il être organisé ?

Commentcela **devrait-**il fonctionner ?

1. **un citoyen a-t-il la liberté de choisir entre la déchéance dans ses fonctions et la privation de liberté ?(en 5 lignes)**
2. **à partir de quel moment devrait s’appliquer la déchéance sur un citoyen ?(en 5 lignes)**
3. **quels moyens sont mis en œuvre pour la réinsertion social des ex détenus ?(en 5 lignes)**

Si oui comment est-elle organisée ?

Comment fonctionne-t-elle ?

Si non comment **devrait-** elle être organisée ?

Comment**devrait-**elle fonctionnée ?

1. **un citoyen a-t-il la liberté de choisir entre l’application des autres peines accessoires?(en 5 lignes)**
2. **un citoyen a-t-il la liberté de faire une proposition sur l’application des autres peines accessoires?(en 5 lignes)**

Si oui comment cela **devrait-**il être organisé ?

Comment cela**devrait-**il fonctionner ?

Si non pourquoi ?

1. **dans quels cas devrait-on prononcer l’interdiction d’exercer une profession ?(en 5 lignes)**

Comment cela **devrait-**il fonctionner ?

Comment cela **devrait-**il être organisé ?

Existe-t-il des établissements de relégation ?

Lesquels ?,

1. **existe-t-il un décret fixant les conditions de fonctionnement de l'établissement, du régime du travail et de la réadaptation sociale des relégués ?(en 5 lignes)**
2. **existe-t-il des surveillants bénévoles ou rétribués ?**

Si oui qui sont-ils ?

1. **quels sont les faits et causes pouvant motiver la décision d’une juridiction pour le placement d’un citoyen sous le régime de surveillance et d'assistance postpénale ?(en 5 lignes)**

Comment cela fonctionne-t-il ?

Comment cela est-il organisé?

1. **existe-t-il uneloi déterminant les conditions d’application des obligations postpénale ?(en 5 lignes)**

**Si oui quel est sa référence ?**

1. **existe-t-il un contrôle permanent pour la vérification des cas de démences après épuisement du délai de 2 ans ? (en 5 lignes)**
2. **comment doivent être exécutés cumulativement toutes les mesures de suretés ?**

Même séparément ?

1. **que doit faire le gouvernement pour résoudre le problème de détention abusive ou longue ?(en 5 lignes)**
2. **Que doit faire le gouvernement pour la réparation des abus en cas d’innocentement ? (en 5 lignes)**
3. **Comment doit se passer l’exonération de l’amende s’il y a eu détention préventive? (en 5 lignes)**
4. **pourquoi n’y a-t-il pas un même article qui organise ou structure toutes les peines ?(en 5 lignes)**
5. **pouvez-vous proposer une structuration ?**
6. **qui désigne les magistrats délégués ?**
7. **à partir de quel moment peut-on bénéficier de la probation ?(en 5 lignes)**
8. **qui peut être le magistrat chargé du contrôle  de la résidence du condamné?**
9. **que doivent faire les magistrats pour susciter le reclassement social des condamnés ?(en 5 lignes)**
10. **doit-on forcement s’en référer à un décret pour obtenir la liberté conditionnelle ?(en 5 lignes)**
11. **quelles sont les références du décret fixant les conditions générales et les modalités de l’octroi et de la révocation de la libération conditionnelle ?(en 5 lignes)**
12. **quelles sont les mesures post pénales ?**
13. **au cas où la démence n'est pas totale, constitue-t-elle une excuse atténuante ?**
14. **quels sont les mesures de protection des salariés, employés, fonctionnaires ayant agi sous la contrainte de leurs chefs ou patrons ?**
15. **si l’infraction ne présente aucune menace pour l’ordre public, mérite-t-elle d’être associée à la privation de liberté ?(en 5 lignes)**
16. **s’il ya restitution des objets enlevées ou détournées à l’aide d’une infraction, ne mérite-ton pas de bénéficier du sursis ?(en 5 lignes)**
17. **ou qu’est qu’on peut faire pour en bénéficier ?(en 5 lignes)**
18. **les cas de recel ne doivent-il pas être traités au civil entendu que les contrats et conventions relèvent du civil ?(en 5 lignes)**
19. **quelles sont les mesures prises au cas où c’est une autorité qui incite les citoyens à la révolte ?(en 5 lignes)**
20. **qu’encoure l’autorité qui incite la révolte ?(en 5 lignes)**
21. **l’article 114 du code de procédures pénales portant sur la révolution est-elle également valable pour les autorités en place ?(en 5 lignes)**
22. **tous les actes de tortures sont-ils réprimés ?(en 5 lignes)**
23. **pourquoi les corrompus de la fonction publique ne pas emprisonné ? (en 5 lignes)**
24. **quelles autres sanctions peuvent être données aux corrompus ?(en 5 lignes)**
25. **comment veiller au respect de l’article 137 du code pénal ? portant Concussion(en 5 lignes)**
26. **quel autre instrument de vérification de cet article peut être mis sur pied ?(en 5 lignes)**
27. **quels sont les mécanismes de protection du fonctionnaire dénonciateur ou de la source?(en 5 lignes)**
28. **après combien de temps peut-on conclure au refus d’un service dû ?(en 5 lignes)**
29. **que faire en cas de déni de justice ?(en 5 lignes)**
30. **que doit-on faire au cas où ce sont les magistrats qui refusent d’empêcher des actions immédiates, sans risque pour eux ou pour les tiers, la commission de tout crime ou d'un délit envers les gardiens de prisons ? (en 5 lignes)**
31. **par quoi doit-on démontrer le refus de versement de la pension alimentaire ?(en 5 lignes)**
32. **est-il normal d’établir des bulletins ou des carnets qu’on remettra aux conjoints ou aux ascendants pour la justification du refus de versement de la pension ?(en 5 lignes)**
33. **doit-on forcement s’en référer à un magistrat pour l’application de la peine ou de l’amende** ?**(en 5 lignes)**
34. **est-il possible d’organiser un lien entre le bénéficiaire de la pension et le service employeur ?(en 5 lignes)**
35. **peut-on élargir le service de contrôle de versement de la pension aux agents du ministère de la femme et de la famille ?(en 5 lignes)**
36. **un parti politique doit-il forcement déclarer sa manifestation ?(en 5 lignes)**
37. **une manifestation d’un parti politique doit-elle être interdite ?(en 5 lignes)**
38. **qu’entend-on par sorcellerie ? (en 5 lignes)**
39. **sur quelle base établi-t-on un acte de sorcellerie ?**
40. **un culte peut-il être interprété d’acte de sorcellerie ?**
41. **les manifestations n’étant pas enregistrées comme religions conventionnelles doivent-elles être assimilées à la sorcellerie ?(en 5 lignes)**
42. **que fait-on des entreprises qui polluent ?(en 5 lignes)**
43. **peut-on élaborer un barème de payement des amendes en fonction du nombre de personnes subissant la pollution ?(en 5 lignes)**
44. **peut-on établir une liste de cultes autorisés ?(en 5 lignes)**
45. **ou se situe la limite entre la liberté de conscience et l’infraction ?(en 5 lignes)**
46. **quels sont les critères pour être un ministre de culte ?(en 5 lignes)**
47. **n’est-il pas possible de supprimer la privation de liberté à celui qui cause un meurtre involontaire ?(en 5 lignes)**
48. **doit-on pénaliser un magistrat au prive un citoyen de sa liberté après épuisement des délais ?(en 5 lignes)**
49. **quelle est la limite entre la violation de domicile entre un bailleuret son locataire ?(en 5 lignes)**
50. **à partir de quel moment un bailleur peut-il prétendre à la violation de son domicile  par son locataire?(en 5 lignes)**
51. **ne peut-on pas trouver d’autres mesures de pénalisation directe en cas de filouteries, abus de confiance, escroquerie ?(en 5 lignes)**
52. **pouvez-vous citer ces autres mesures ?(en 5 lignes)**
53. **la mesure exceptionnelle doit-elle s’étendre sur les cas où il faut sauver un enfant en péril manifestant des signes de vie après le décès de la mère ?(en 5 lignes)**
54. **l’application des peines de contrainte par corps ne peut-elle pas se substituer automatiquement par la corvée ?(en 5 lignes)**
55. **le calcul de la peine de contrainte par corps est-elle proportionnelle à la répartition des classes de contraventions ?**
56. **la contrainte par corps est-elle proportionnelle au budget consommé par un détenu ?(en 5 lignes)**
57. **que faire pour favoriser l’utilisation de la main d’œuvre pénitentiaire ?(en 5 lignes)**
58. **peut –on définir clairement le cautionnement pénal sur la base des réponses aux questions sus-évoquées ?(en 5 lignes)**
59. **quelles mesures de sureté peut-on employer pour l’éloignement de la criminalité ?(en 5 lignes)**
60. **quelles mesures d’assistance peut-on employer pour l’éloignement de la criminalité ?(en 5 lignes)**
61. **quelles mesures de surveillance, de protection et d’éducation peut-on employer pour l’éloignement de la criminalité ?(en 5 lignes)**
62. **quels sont les points sensibles sur lesquels on peut s’appuyer pour la prévention des crimes et délits ?(en 5 lignes)**
63. **quelles sont les différentes sanctions qu’il peut convenir d’appliquer ?(en 5 lignes)**
64. **à quel niveau devrait se situer le cautionnement pénal ?(en 5 lignes)**
65. **comment devrait fonctionner le cautionnement pénal ?(en 5 lignes)**
66. **les normes de la caution devraient-elles être respectées ?(en 5 lignes)**
67. **quelle devrait être sa nature ?(en 5 lignes)**
68. **quelles sont les différentes infractions susceptibles de requérir au cautionnement pénal ?(en 5 lignes)**
69. **quel est son champ d’application ?(en 5 lignes)**
70. **que faire en cas de non-respect de versement de la caution ?(en 5 lignes)**
71. **quels sont les moyens qui peuvent être utilisés pour aboutir au payement de la caution pénale ?(en 5 lignes)**
72. **comment devrait fonctionner l’application de ces moyens ?(en 5 lignes)**
73. **quel est le barème qui devrait être appliqué pour la caution pénale ?(en 5 lignes)**
74. **la nomination des délégués permanents ne peut-elle pas se faire par le Procureur Général sur propositions du régisseur ou suivre la prestation de serment comme les experts judiciaires ?(en 5 lignes)**
75. **Quelles mesures doivent être prises à l’égard des contrevenants du code de procédure pénale concernant l’intégrité physique ou moral ? (article 30 -3)**
76. **Liste des infractions et leurs qualifications ?**
77. **Le recel ne peut-il pas être constitué comme action civile ?(en 5 lignes)**
78. **La restitution du corps de délits ne peut –elle pas s’étendre au cas de recel ?(en 5 lignes)**
79. **toute infraction peut-elle donner lieu à l’action publique ? ar 59(en 5 lignes)**
80. **Pourquoi le désistement de l’action civile ne peut suspendre l’exercice de l’action publique ? ar 70 (en 5 lignes)**
81. **Comment faire pour résorber le transfèrement nocturnes des déférés ? (en 5 lignes)**
82. **Dans quels cas le Procureur de la République doit expressément autoriser la garde-à-vue ?(en 5 lignes)**
83. **La détention abusive peut-elle être constituée comme infraction conduisant à l’action publique ?(en 5 lignes)**
84. **Tous les mandats de détention provisoire contiennent-ils tous des délais précis ? ar 219 et six (6) mois. ar 221(en 5 lignes)**
85. **Comment faire pour que la libération sous caution soit automatiquement enclenchable en respect de l’article 246? (en 5 lignes)**
86. **La condamnation à la contrainte par corps est-elle nécessaire, si tant il est possible de passer par la prison de production ?(en 5 lignes)**
87. **Devrait-on exiger le payement des amendes et frais de justice le jour de la condamnation ? (en 5 lignes)**
88. **Quels sont les critères pour être agents verbalisateurs habilités à percevoir les amendes forfaitaires ? article 609 code de procédure pénale (en 5 lignes)**
89. **Quel est le taux légal ou lebarème des amendes forfaitaires ?(en 5 lignes)**
90. **qu’en est-il des contraventions commises par le personnel des administrations ? (en 5 lignes)**
91. **que doit-on faire en cas de non conclusion du procès après 9 mois ( 6 mois plus 3 mois) pour rendre la décision de justice ?(en 5 lignes)**
92. **a qui doit-on s’en référer ?(en 5 lignes)**